

Ecrit par le 29 janvier 2026

Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches



Plénière du Conseil départemental de Vaucluse : c'est l'Etat qui a cramé la caisse et c'est au 5e département le plus pauvre de métropole de trinquer. La pilule a vraiment du mal à passer pour sa présidente.

En prologue à la séance de ce vendredi, calmement, la présidente Dominique Santoni a pris la parole. « Je suis d'accord, comme une majorité de Français, pour dire qu'il faut arrêter la dérive des finances publiques et les déficits cumulés de l'Etat. Et parce que la situation est grave, je ne suis pas choquée – a priori – que l'on demande à tout le monde, y compris aux collectivités locales d'y prendre part, même si elles sont loin d'être responsables de cette situation ».

Dette depuis 2016 : Etat +68%, Département de Vaucluse -24%

Après cette entrée en matière pianissimo, le ton est monté d'un cran. « Je voudrais quand même vous

Ecrit par le 29 janvier 2026

rappeler 2 chiffres : début 2016, la dette publique nationale était de près de 1 950Mds€, elle est passée à 3 200Mds€ en 2024, soit +63% en 8 ans. En Vaucluse, parallèlement, sur cette même période, notre dette est passée de 211M€ en 2016 à 160M€ en 2024, soit un très net recul de -24% ».

Donc, Dominique Santoni a insisté mezze voce : « Ce n'est donc pas le Vaucluse qui a contribué au gonflement de cette dette abyssale, bien au contraire. D'ailleurs, nous avons collectivement fait un vrai effort de désendettement. Et chacun sait que les collectivités locales, contrairement à l'Etat, ne peuvent pas emprunter pour financer leur fonctionnement, elles doivent absolument chaque année de la mandature, présenter un budget en équilibre ».

C'est alors que la Présidente de l'exécutif vauclusien reprend d'une voix ferme la fameuse exclamatio de la présidente de la Région Ile-de-France, Valérie Pécresse : « C'est l'Etat qui a cramé la caisse ». Et elle cite plusieurs exemples qui tendent à prouver que le Vaucluse a déjà largement contribué au désendettement de l'Etat. « Lui, qui n'a jamais cessé de nous transmettre des charges nouvelles en ne compensant jamais ou pas intégralement ces transferts. Pour la seule année 2023, dans le cadre du Ségur de la Santé +6,6M€ sans compensation, pour l'autonomie +3,4M€, pour l'enfance +2M€. Dans ces seuls 3 secteurs, l'Etat s'est déchargé sur nous de 12M€. »

Selon [Intercommunalités de France](#), (voir carte ci-dessus) la contribution imposée au Département de Vaucluse sur son budget 2025 serait de 13,4M€. Elle s'élèverait à 51M€ pour les Bouchez-du-Rhône, 27,2M€ pour les Alpes-Maritimes, 25,4M€ pour le Var, 5M€ pour les Alpes-de-Hautes Provence, 4,6M€ pour les Hautes-Alpes et... 0€ pour le Gard.

Puis, fortissimo, Dominique Santoni révèle, « Même s'il est trop tôt pour mesurer l'impact en 2025 du PLF (Projet de loi de finances), il circule une liste de 20 départements considérés comme les plus fragiles de France qui pourraient a priori être exonérés de cette ponction de 2%. Or le Vaucluse n'y figure pas. Je vais donc écrire au 1er Ministre Michel Barnier et à la Ministre du Partenariat entre les Territoires et de la Décentralisation, Catherine Vautrin pour savoir quels critères ont présidé à l'élaboration de cette liste. Ce qui paraît pour le moins curieux puisque, depuis des années, l'Etat nous explique que le Vaucluse est le 5e département métropolitain le plus de pauvre de France. Or je me bats, et nous nous battons tous ensemble, pour rendre son attractivité à ce territoire, pour y créer des emplois et pour qu'on arrête de lui coller à la peau cette étiquette péjorative. Et ne voilà-t-il pas, quand il s'agit d'exempter d'impositions nouvelles les 20 départements les plus fragiles, comme nos voisins du Gard, de l'Hérault et de l'Aude, qui ont un taux de pauvreté comparables ou inférieurs au nôtre, que le Vaucluse, lui, n'apparaît pas. »

« Je trouverai cela particulièrement injuste si les fourmis étaient pénalisées et les cigales exemptées. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

Le ton de Dominique Santoni monte crescendo : « De deux choses l'une. Soit notre département n'est plus classé parmi les 20 départements les plus pauvres et que l'Etat le dise. Soit, avec son taux de

Ecrit par le 29 janvier 2026

pauvreté en tous points comparable à nos voisins d'Occitanie, le Vaucluse n'est plus considéré comme fragile parce que nous avons fait davantage d'efforts pour maîtriser nos dépenses que nos voisins d'Outre-Rhône. Mais, je trouverai cela particulièrement injuste, si dans la contribution que l'Etat s'apprête à demander aux collectivités locales, les fourmis étaient pénalisées et les cigales exemptées. Ce serait décidément une bien mauvaise fable. Je vais donc écrire dans ce sens au chef du gouvernement et je demande ici, à nos parlementaires, de veiller particulièrement à ce sujet lors du débat budgétaire qui s'ouvre. »

[Département de Vaucluse : 35 délibérations au sommaire de la séance plénière d'octobre](#)

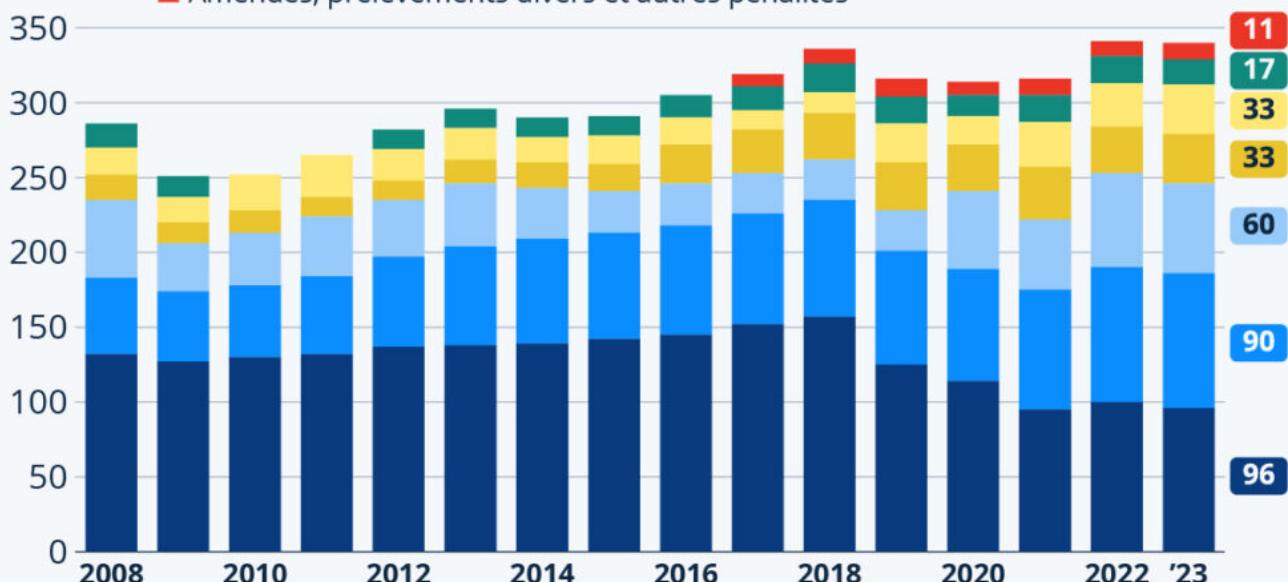
Quelles sont les principales recettes fiscales perçues par l'État?

Ecrit par le 29 janvier 2026

Les recettes fiscales perçues par l'État

Revenus annuels de l'État français issus des impôts et taxes, selon le type de prélèvement (en milliards d'euros)

- TVA* ■ Impôt sur le revenu ■ Impôt sur les sociétés
- Droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes
- Autres produits de nature fiscale et assimilés ■ TICPE**
- Amendes, prélèvements divers et autres pénalités



* Taxe sur la valeur ajoutée ** Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques

Source : Ministère chargé du Budget et des Comptes publics



Dans son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale mardi 1er octobre, le nouveau Premier ministre Michel Barnier a détaillé les chantiers prioritaires de son gouvernement. Il a notamment donné des indications concernant le prochain budget de l'État et assuré que les grandes entreprises et les ménages les plus aisés seraient mis à contribution pour redresser les comptes publics. Les pistes envisagées par le gouvernement pourraient être une surtaxe d'impôt sur les sociétés pour les

Ecrit par le 29 janvier 2026

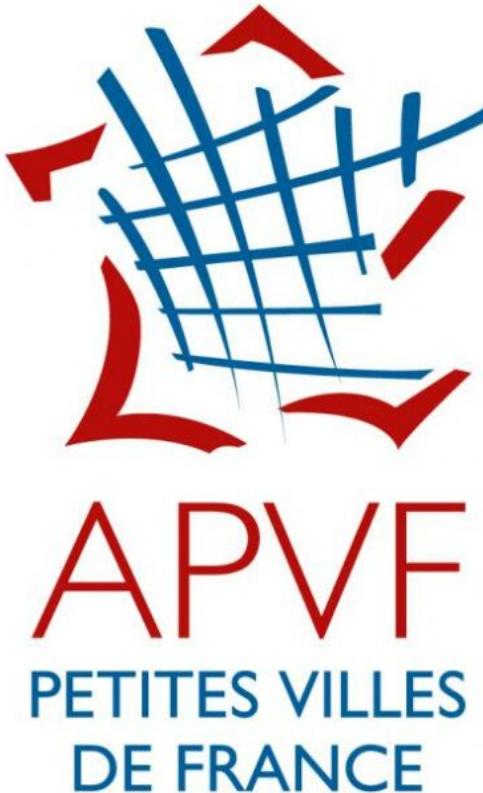
grands groupes et une hausse de la contribution exceptionnelle sur les [hauts revenus](#).

Quelles sont les principales recettes fiscales actuellement perçues par l'État ? Comme le détaille notre infographie basée sur les [données](#) du ministère chargé du Budget et des Comptes publics, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés sont les trois plus importantes sources de recettes fiscales pour l'État français, ayant rapporté respectivement 96, 90 et 60 milliards d'euros en 2023. Ensemble, ces trois catégories de prélèvement ont représenté près de trois quarts (72 %) des recettes fiscales nettes l'an dernier. Outre les impôts directs, la contribution des taxes et impôts indirects, comme les droits d'enregistrement, les droits de timbre et la taxe sur les salaires, est également significative. Cette source de revenus a en effet rapporté 33 milliards d'euros à l'État en 2023, soit près de 10 % des recettes fiscales nettes.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Budget de l'État : les maires des Petites villes de France sont inquiets

Ecrit par le 29 janvier 2026



Le Bureau de l'[Association des petites villes de France](#) (APVF) s'est réuni le mardi 12 mars dernier afin ses inquiétudes face à la menace de nouvelles mesures d'économies impactant les collectivités territoriales.

L'État a déjà procédé à la suppression de 10 milliards d'euros de crédits sur son budget. Il y a notamment eu une diminution importante des crédits alloués au Fonds vert et à la transition écologique, ce qui aura un impact important sur l'action des collectivités territoriales dans ce domaine.

Ainsi, l'APVF indique qu'une politique de réduction de la dépense publique aura des effets particulièrement nocifs en termes de croissance et d'emploi et ne sera pas sans conséquences sur le fonctionnement de certains services publics indispensables à la cohésion sociale.

Les maires des Petites villes sont inquiets quant à la dérive des déficits et à la nécessité de maîtriser la dette publique. L'APVF rappelle que les collectivités territoriales assument plus de 20% des dépenses publiques et ne sont responsables que de 9% de la dette publique. Elle insiste également sur le fait que les maires font constamment preuve de leur qualité de bons gestionnaires et qu'ils se sont engagés dans

Ecrit par le 29 janvier 2026

des politiques de travaux et de modernisation. Ainsi, à deux ans de la fin de leur mandat, il leur paraît inconcevable de faire machine arrière.

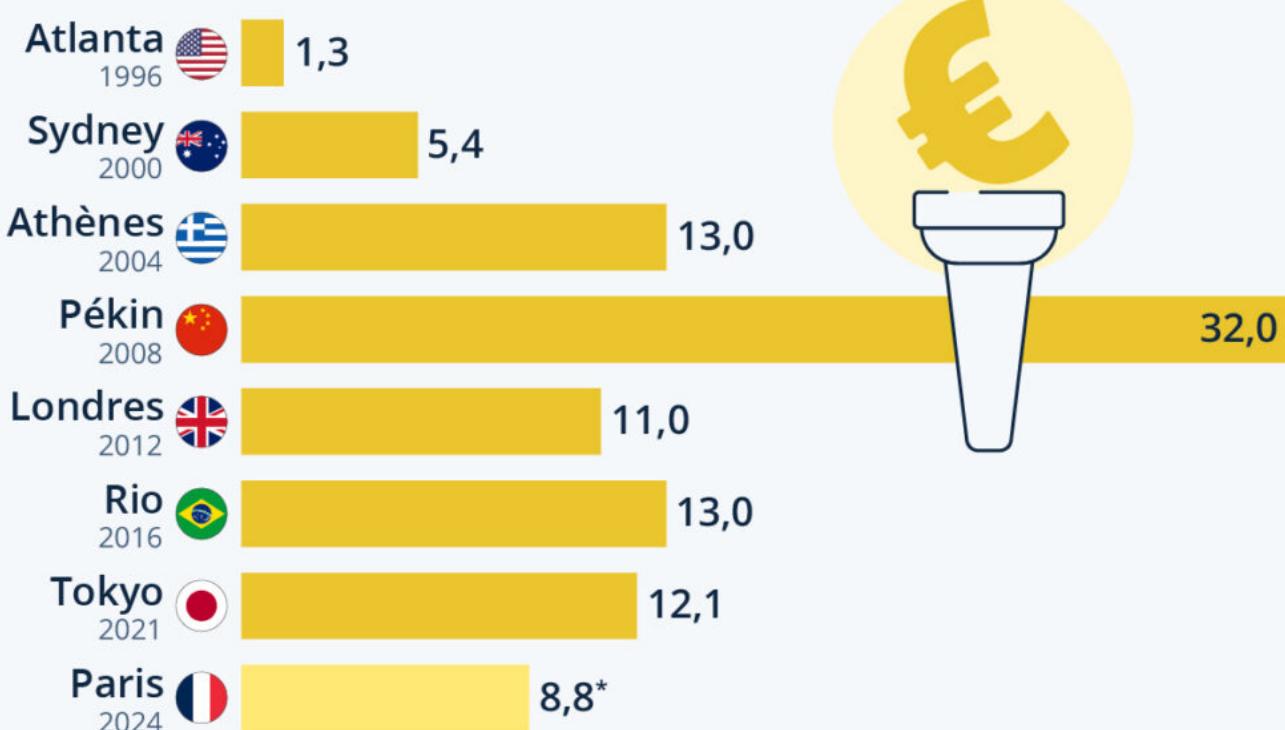
« Les collectivités territoriales ne peuvent être de simples variables d'ajustement des stratégies budgétaires et fiscales de l'État, ajoute l'Association dans un communiqué. Nous appelons le Gouvernement à cesser la politique du fait accompli en matière de relations financières entre l'État et les collectivités, et à mettre en œuvre une vraie concertation avec les associations d'élus. »

Les Jeux olympiques : un budget difficile à maîtriser

Ecrit par le 29 janvier 2026

Le coût des Jeux Olympiques

Coût des JO d'été pour le pays organisateur depuis 1996, en milliards d'euros



* estimation

Sources : IOC, Les Échos, Legifrance, Capital, Perspective monde - Université de Sherbrooke, BFM TV



statista

Les noms des premiers porteurs de la flamme olympique pour les JO de Paris viennent d'être dévoilés. L'escrimeuse Laura Flessel et le nageur Camille Lacourt feront ainsi partie des capitaines en charge des relais qui sillonnent le pays entre le 8 mai et le 26 juillet. L'organisation des Jeux Olympiques de Paris a cependant connu de nombreux revers et suscité de vives polémiques : annulation de la compétition de natation en eau libre prévue dans la Seine en raison de la pollution du fleuve, doutes quant à la capacité

Ecrit par le 29 janvier 2026

des transports en commun de la capitale de transporter efficacement un nombre bien plus élevé de passagers, réquisition de certains logements étudiants, ou encore l'épineuse question du budget, passé d'un montant estimé à 6,6 milliards d'euros en 2017, à 8,8 milliards en 2022.

En effet, si accueillir les Jeux Olympiques est un honneur pour les pays organisateurs et offre des perspectives de retombées économiques, les coûts liés à l'organisation de l'événement sont eux beaucoup moins réjouissants. Les [précédentes éditions des JO](#) ont montré qu'un dépassement du budget prévu initialement est presque inévitable et est quasiment devenu la norme pour les villes hôtes.

Dans le cas de Tokyo, on estime que le report des Jeux d'un an en raison de la pandémie a coûté au Japon 2,8 milliards de dollars, dont les deux tiers ont été payés par des fonds publics. Cela s'ajoute à un projet dont le budget avait déjà été largement dépassé.

De Valentine Fourreau pour Statista

Vaucluse : Un budget « ambitieux, sincère et dynamique » pour son rapporteur malgré les incertitudes engendrées par l'Etat

Ecrit par le 29 janvier 2026



Avant qu'il soit voté, la présidente a fait un discours introductif dans lequel elle a décoché nombre de flèches contre l'Etat. « Baisse de 30 M€ de recettes liées aux DTMO (Droits de Mutation à Titre Onéreux) qui passent de 140M€ à 110 M€, hausse des dépenses de personnel de +15 M€ et explosion des dépenses sociales d'autant, +15M€ également.

Dominique Santoni a ajouté : « Cet exercice budgétaire 2024 est donc plus tendu et plus compliqué. Contrairement au département de Loire Atlantique qui a dû reporter sine die son vote, nous nous n'en sommes pas là. Mais force est de constater que la principale source d'incertitudes pour aujourd'hui et pour demain, c'est l'Etat. Lui qui a voulu créer le Conseiller Territorial qui devait se substituer à la fois au Conseiller Départemental et au Conseiller Régional et qui a laissé tomber. Lui qui a fait réapparaître la suppression du Département avant de démentir, ce qui ne crée pas, avouons le, un climat de sérénité. Incertitude fiscale ensuite après la suppression de la Taxe Foncière puis de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises qui disparaissent, ce qui totalise une baisse drastique de - 30% de nos recettes ».

Ecrit par le 29 janvier 2026

La présidente du département a cité quelques chiffres de dépenses très peu compensées par l'Etat : à peine 142 500€ de dotation face aux 3,6M€ de dépenses en personnel du Conseil Départemental pour 2024. Lors du Contrat d'Avenir, à propos du réaménagement du Carrefour de Bonpas, nous avons aussi appris que l'Etat a ramené sa participation à 4,5M€ au lieu des 7,5 annoncés et cela malgré l'aide constante de Madame La Préfète de Vaucluse ». Dominique Santoni conclut fermement : « Stop. L'Etat doit, une fois pour toutes, stabiliser les règles du jeu et s'y tenir. Il faut en finir avec cette vision de la décentralisation à sens unique où il décide de tout et ce sont les collectivités qui payent ».

Place ensuite à Jean-Baptiste Blanc [pour le détail du Budget Primitif 2024, power-point à l'appui avec camemberts et graphiques](#). « On garde le cap » lance-t-il pour résumer la situation. « Après la pandémie, la guerre en Ukraine, le conflit israélo-Palestinien, la raréfaction des deniers publics et une inflation sans commune mesure des dépenses énergétiques malgré tous nos efforts de sobriété, le département fera quand même face à ses engagements. »

Les dépenses de personnel passent des 139,2M€ à 154M€ (+10,6%) sous l'effet du relèvement du SMIC et de la double revalorisation des salaires pour les 2 700 agents du département sans oublier le recrutement progressif d'une centaine d'assistants familiaux. Augmentation aussi des aides sociales, qui évoluent de 218,2M€ à 233,3M€ (+6,9%) pour les allocations personnalisées d'autonomie, de compensation de handicaps, d'hébergement des séniors, des handicapés et d'aide sociale à l'enfance. L'entretien de la voirie mobilise 8,2M€ (+3%) en comptant aussi le transfert au département des 44km de routes nationales qui le traversent.

« Malgré l'accumulation de toutes ces contraintes, nous continuons à investir pour les Vauclusiens, pour répondre à toutes leurs attentes », poursuit Jean-Baptiste Blanc. Il est vrai qu'entre 2013 et 2023, les dotations de l'Etat ont reculé de 276M€, une paille. A titre d'exemple, la charge nette pour le département du RSA (Revenu de solidarité active) est passée de 24,2M€ en 2014 à 41,7M€ en 2023. « Nous investissons quand même, insiste le rapporteur. 121,9M€ en tout, dont 12,1 M€ pour le fonctionnement des collèges, 40,6M€ pour la déviation d'Orange, le réaménagement du carrefour de Bonpas ainsi que les réparations et renforcements des ouvrages d'art, 19,1 M€ pour la culture et le patrimoine (construction de 'Memento', les nouvelles archives départementales à Agroparc, la réhabilitation des façades et du toit du Palais des Papes et la mise en sécurité du château de la Tour d'Aigues), 16,1 M€ pour l'aménagement et le développement du territoire (Calavon et Sud Luberon). »

« Si le Vaucluse peut encore lancer des projets ambitieux en 2024, c'est grâce au matelas épargné grâce aux droits de mutation à titre onéreux des deux dernières années. Avec notre gestion rigoureuse, nous n'avons pas subi d'effet ciseaux. Mais si la tendance inflationniste se poursuit avec la remontée des taux d'intérêt, nos capacités d'investissement risquent de se tarir » conclut, lucide, le sénateur LR Jean-Baptiste Blanc.

Finalement, le Budget Primitif 2024 du Vaucluse a été voté à la majorité soit 18 voix pour, 6 voix contre (RN) et 10 abstentions (groupe de la gauche) sur les 34 conseillers départementaux .

Andrée Brunetti

Ecrit par le 29 janvier 2026

Achats de Noël : près des 2 tiers des habitants de la Région Sud vont privilégier les petits prix



La conjoncture économique et la perte de pouvoir d'achat incitent les habitants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur à faire des arbitrages dans leurs dépenses. À quelques semaines de Noël, [Ankorstore](#), la plateforme professionnelle qui connecte plus de 300 000 commerçants à 30 000 marques en Europe, a réalisé une étude en partenariat [avec l'institut Yougov](#) sur le comportement d'achat des Français et leur budget pour Noël.

Noël, une période de stress financier pour les habitants de la région

Selon l'étude* [d'Ankorstore](#), Noël est une source de stress pour 54% des habitants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, une proportion légèrement supérieure à la moyenne nationale (51%).

Ecrit par le 29 janvier 2026

À quel moment débuter ses achats de Noël ? Les habitants de la région sont partagés. Si 38% se montrent prudents en déclarant commencer leurs achats plus de deux mois avant le jour J, ils sont aussi 41% à s'y prendre dans les dernières semaines.

Le budget le plus faible de l'Hexagone

Côté budget, les habitants de Paca débourseront 472€ en moyenne pour leurs achats de Noël (cadeaux, décoration, repas, etc.), soit 57€ de moins que la moyenne française (529€). Il s'agit tout simplement du budget moyen le plus faible sur l'ensemble des régions hexagonales.

Une situation budgétaire anticipée par les commerces de proximité qui se montrent prudents. En effet, ils sont 71% à penser que les consommateurs n'augmenteront pas leur budget pour les fêtes. Dans le détail, 41% des commerçants envisagent même une dépense inférieure à l'an dernier et 30% misent sur un panier similaire.

Prévoyants, 55% des commerçants déclarent également être attentifs à leur stock pour ne pas s'exposer financièrement, et 33% indiquent même le limiter et favoriser le réassort de dernière minute.

Les habitants de Paca prennent des mesures pour préserver leur budget

Si 51% des sondés déclarent que leur budget sera équivalent à celui de l'an dernier, l'inflation devrait limiter leur pouvoir d'achat et le nombre de produits accessibles avec ce même montant. Dans ce contexte, ils redoubleront d'efforts pour préserver leur budget de Noël.

Pour cela, ils seront majoritairement attentifs aux prix puisque 60 % des Provençaux (vs 58% au national) déclarent privilégier les achats à petits prix ou avec des promotions.

Au-delà, trois autres pistes sont plébiscitées cette année par les habitants de Paca afin de garder la maîtrise de leur budget :

- 67% des répondants déclarent ainsi que la première solution pour gérer leur budget pendant les fêtes de fin d'année est d'étaler leurs dépenses. Un chiffre légèrement supérieur à la moyenne nationale (63%).
- 61% des habitants de Paca envisagent également de réduire leur budget cadeaux (60% au national). En revanche, ils préfèrent ne pas toucher au budget alimentaire pour les fêtes (45%). Celles-ci sont généralement l'occasion de grands repas en famille et entre amis, et les Provençaux ne sont pas prêts à rognier sur ce poste de dépense.
- Pour 54% des habitants de la région, la 3e option privilégiée consiste à n'offrir des cadeaux qu'aux enfants, qui restent donc préservés des arbitrages autour des postes de dépenses. Une autre singularité de la région, 50% des Français ayant choisi de réduire le budget alimentaire en troisième choix.

Les commerces indépendants, symbole du consommer mieux pour les habitants de la Région Sud ?

Bien que les centres commerciaux, les grandes enseignes et les sites de vente en ligne restent plébiscités pour les achats de Noël, cette année près d'1 habitant de la région sur 2 (48%) envisage de faire une partie de ses achats dans un commerce de proximité. Une nouvelle encourageante pour ces derniers qui sont 21% à considérer que la concurrence des géants de la distribution et du e-commerce sera la principale difficulté en cette fin d'année, légèrement derrière la diminution du pouvoir d'achat (27%).

Ecrit par le 29 janvier 2026

« Noël reste un moment important pour les Français. »

Lily Cadell, general manager France d'Ankorstore

Pourquoi choisir les commerces de proximité ?

1. Pour des questions de praticité (plus proche du domicile, moins de monde, etc.) pour 58% (vs 51% au national).
2. Pour favoriser les produits locaux (Made In France, production régionale, etc.) pour 52% (idem au national).
3. Pour favoriser le commerce de proximité pour 50% (vs 49% au national).

Au global, un quart des habitants de Paca (25%) envisage de privilégier les achats locaux et régionaux pour les fêtes de Noël.

« Notre étude révèle que Noël reste un moment important pour les Français, observe [Lily Cadell](#), general manager France d'Ankorstore. Dans un contexte économique difficile, ceux-ci sont prêts à faire de nombreux efforts et à prendre des mesures spécifiques afin de maintenir un budget dédié aux fêtes de fin d'année. S'ils font particulièrement attention aux prix et aux promotions, on constate qu'ils restent malgré tout attachés aux commerces de proximité. Dans ce contexte, les commerçants restent tout de même confiants et ajustent leur stock et leur offre au plus près des attentes des consommateurs. »

*Méthodologie : Sondage auprès des Français : Étude Yougov pour Ankorstore réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 16 au 17 octobre 2023, auprès d'un échantillon national représentatif de 2018 personnes âgées de 18 ans et plus.

Séance plénière du Département : 40 délibérations, 1 386 pages dont 740 consacrées aux finances et au Rapport d'activités 2022

Ecrit par le 29 janvier 2026



Entamée avec une heure de retard, la séance a duré près de 3 heures, juste avant la présentation du parcours de la flamme olympique en Vaucluse le 19 juin 2024 (par Rustrel, Apt, l'Isle-sur-la-Sorgue, le sommet du Ventoux, le Théâtre antique d'Orange, Sorgues et le Palais des Papes) par Dominique Santoni, la présidente du département.

1er document commenté par le sénateur Jean-Baptiste Blanc, le « Compte Financier Unique », une nouveauté qui se substitue, pour la 1ère fois, à l'habituel duo Compte Administratif - Compte de Gestion, dans un souci de transparence et de lisibilité. La synthèse fait état d'un montant de dépenses réelles de 805,2M€M€, soit un excédent de 24,6M€.

Les recettes de fonctionnement progressent de + 5,3% (716,3M€) grâce aux droits de mutation exceptionnels, la part de TVA grimpe elle aussi, + 9,6% (130,7M€ en 2022 contre 119,3M€ en 2021). Mais en face, les frais de gestion ont, eux aussi, augmenté : + 7,5% soit 592M€, avec + 3,6% de frais de personnel et + 4,9% de dépenses sociales (revalorisation du point d'indice pour les 2 694 agents du département et application du Ségur de la santé). A contrario, les allocations du RSA (Revenu de

Ecrit par le 29 janvier 2026

solidarité active) ont enregistré une baisse remarquable de -7,4%, puisqu'on est passé de 17 851 allocataires en 2021 à 16 287 l'an dernier, grâce à un retour à l'emploi de certains d'entre eux et à la radiation de certains fraudeurs.

« Malgré l'inflation, la hausse des dépenses sociales, le coût de l'énergie et les frais de personnel, grâce à une gestion rigoureuse, le département de Vaucluse a continué à s'inscrire dans une démarche de rationalisation de ses dépenses de fonctionnement, tout en assumant pleinement son rôle auprès de Vauclusiennes, des Vauclusiens et de l'intérêt général » a commenté l'élu en charge des finances.

Les investissements

Juste quelques chiffres pour illustrer l'équipement dont bénéficient les habitants : les investissements s'élèvent à 123,7M€, 93,9M€ pour le patrimoine bâti (3M€ pour la réhabilitation des collèges Voltaire, Saint-Exupéry, du Thor et 4,1M€ pour équiper les collégiens en tablettes numériques). Pour les routes, le Vaucluse dépense deux fois plus que n'importe quel autre département français pour renforcer la sécurité routière et faciliter la mobilité. 8,3M€ pour supprimer le passage à niveau particulièrement accidentogène de Petit-Palais à l'Isle-sur-la-Sorgue, 5,8M€ pour la déviation Pertuis-Cadenet, 4M€ pour la liaison RD 31 Pernes-les-Fontaines / Chaussée Velorgues, 12,1M€ pour les véloroutes.

Sans oublier les dispositifs de contractualisations avec les petites communes (à hauteur de 7,3M€), 5M€ pour l'extension du réseau à Très haut débit, 2,6M€ pour l'irrigation, 2,1M€ pour le SDIS (dont l'enveloppe globale est de 34,9M€) et enfin, au titre du Contrat de Plan Etat-Région, 1M€ pour le site universitaire Pasteur à Avignon.

Poursuite du désendettement

« Quant à la trajectoire de désendettement du département, elle est constante depuis 2015, et son encours est passé de 187M€ à 163M€ en 2022, soit un recul spectaculaire de -12,8% » s'est félicité Jean-Baptiste Blanc. Et pour ne pas mettre leurs oeufs dans le même panier, le Vaucluse compte pas moins de 11 comptes pour ses prêts (principalement la Banque Postale : 24,7%, la Caisse d'épargne : 15,09% et la Société Générale 13,89%).

La présidente de l'exécutif a commenté le power-point du « Rapport d'Activités des Services 2022 » : « Rendre service au quotidien, faire vivre la solidarité, investir pour l'avenir ». Dans ce livret de 103 pages, se succèdent les chiffres-clés du Vaucluse. 561 469 habitants, 73,4% d'actifs, 9,6% de chômage. Parmi les faits « saillants » de 2022, pêle-mêle, le recrutement des premiers médecins salariés pour pallier les déserts médicaux, la restauration des façades du Palais des Papes, l'entretien des bâtiments départementaux et l'amélioration de leurs performances énergétiques, la plantation de plus de 160 000 arbres le long des routes et l'acquisition de véhicules et de vélos électriques.

La dernière séance du « combattant » André Castelli

Dominique Santoni a aussi évoqué « la prévention et la lutte contre la pauvreté (5,8M€), la « lutte contre les violences faites aux femmes » en liaison avec l'Association Rhéso, mais aussi le projet de construction d'une nouvelle Maison des Personnes Handicapées à Avignon (14,8M€). Et comme « Le Vaucluse se prend aux Jeux », les Jeux Olympiques et Paralympiques, le département a reçu le label « Terre de Jeux 2024 » des mains de Tony Estanguet et 7 communes accueilleront la Flamme olympique le 19 juin 2024. C'était aussi la dernière séance pour André Castelli, au bout de 25 ans de mandat au sein de l'Assemblée

Ecrit par le 29 janvier 2026

départementale, Dominique Santoni a rendu hommage à sa flamme de combattant.

Andrée Brunetti

Le coup de gueule de la Présidente Santoni contre l'utilisation du mot « Provence »

« Imagine-t-on Marseille sans son Vieux Port ? Imagine-t-on Aix en Provence sans sa Sainte-Victoire ? Imagine-t-on Toulon sans son arsenal ? Que serait la Provence sans le Vaucluse et le Vaucluse sans la Provence ? C'est insensé. »

Dominique Santoni a donc présenté le texte de sa motion à tous les élus vauclusiens, lors de la Séance publique du Conseil Départemental. « Le 23 janvier dernier, le Tribunal de Nanterre a rendu un jugement favorable à l'INAO et au Syndicat des Vins Côtes de Provence. L'Office de Tourisme Communautaire Luberon Monts de Vaucluse a donc l'interdiction de faire usage du signe « Provence », notamment dans le nom de domaine « luberoncoeurdeprovence.com » ou la signature commerciale « Coeur de Provence » ,quels que soient les éléments associés, pour désigner des vins, des exploitations viticoles, des événements de dégustations ou des promotions de vins, si ceux-ci ne bénéficient pas de l'AOP « Côte de Provence », « Baux de Provence », « Côteaux d'Aix-en-Provence », « Côteaux Varois en Provence ».

Le 4 avril, l'Office de Tourisme a fait appel de ce jugement. Le Conseil Départemental réuni en séance publique, ce 23 juin 2023, apporte son total soutien à l'Office de Tourisme Luberon Monts de Vaucluse pour préserver la libre utilisation du signe « Provence ».

La Provence, c'est notre fierté à tous, notre détermination est donc totale pour attaquer ce jugement et pour préserver la libre utilisation de ce mot » a conclu Dominique Santoni.

Vaucluse 2023 : 110 km de routes rénovés pour un budget de 17M€

Ecrit par le 29 janvier 2026



En 2023, le département de Vaucluse va consacrer près de 17 millions d'euros pour assurer l'entretien de ses chaussées. Environ 110 km seront rénovés entre le mois d'avril et celui de novembre.

Les routes qui seront rénovées ont été choisies à partir du diagnostic de l'état des chaussées réalisé en 2020. Pour rappel, sur la période 2019/2022, environ 551 km de routes ont déjà été traités pour un montant de 58,7 M€. Différentes techniques ont été utilisées comme les enduits superficiels d'usure (ESU) et les enrobés (ou bétons bitumineux).

Des interventions plus ponctuelles ont également été réalisées, comme le pontage de fissures. Un budget d'environ 200 000 € sera consacré à cette technique en 2023 : 63 km de chaussées seront réalisés et environ 215 000 mètres linéaires de fissures seront traités. Egalement, environ 500 000 € sera consacré à la réfection des tranchées, des nids de poule et des rives de chaussées.

J.R.

Ecrit par le 29 janvier 2026

Cadeaux de Noël : en Paca, les parents sont parmi les plus généreux du pays



Alors que les fêtes de fin d'année approchent à grands pas, le [Teenage Lab de Pixpay](#), la carte de paiement, dévoile son baromètre annuel « Cadeaux de Noël : les habitudes des ados et de leurs parents ».

Budgets, cadeaux, attentes... Le nouveau baromètre annuel « Cadeaux de Noël : les habitudes des ados et de leurs parents », réalisé par le [Teenage Lab de Pixpay](#), est l'occasion de découvrir comment les familles françaises se préparent pour Noël, mais aussi de comparer les habitudes en fonction des régions.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parents sont parmi les plus généreux du pays. Alors que la moyenne nationale du budget cadeaux des parents est de 160€, elle s'élève à 180€ en Paca. La région se classe 4^{ème} derrière la Nouvelle-Aquitaine (192€), la Bourgogne-Franche-Comté (193€) et la Corse, loin devant avec

Ecrit par le 29 janvier 2026

un budget moyen de 270€. De l'autre côté du Rhône, en Occitanie, les parents sont le reflet de l'hexagone avec un budget cadeaux identique au budget national.

Si les parents sont 85% à déclarer pouvoir offrir de l'argent à Noël à leur enfant (54% de « pourquoi pas » et 31% de « je trouve ça sympa »), les adolescents ne sont que 67% à préférer recevoir de l'argent plutôt que des cadeaux. Une tendance qui s'inscrit dans la durée, ils étaient 68% en 2021.

Toujours concernant les adolescents, en Paca, les jeunes allouent 83€ pour leurs cadeaux de Noël contre 78€ à l'échelle nationale. Là encore la région se classe 4^{ème} derrière la Corse (95€), l'Auvergne-Rhône-Alpes (98€) et la Bourgogne-Franche-Comté (113€). Les adolescents d'Occitanie arrivent juste derrière ceux de Paca avec un budget de 82€.

Enquête réalisée entre le 21 et le 28 novembre auprès de 1600 adolescents et 625 parents utilisateurs de l'application Pixpay.